

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3717>

La CGT et le 1er mai

- Regards -

Date de mise en ligne : mardi 24 avril 2012

Description :

Situé entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier mai 2012 doit être une temps fort d'expression sociale et revendicative...

Rencontres Sociales

Situé entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier mai 2012 doit être un temps fort d'expression sociale et revendicative...

Dans cette séquence politique où le président sortant tente de glisser sous le tapis la poussière de son bilan pour briguer un nouveau mandat, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA ont affirmé dans un communiqué commun leur volonté de "faire du 1er mai 2012, journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée de mobilisation, de manifestations et d'expressions revendicatives pour :

- ▶ faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ;
- ▶ exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ;
- ▶ faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme." Lire le communiqué complet.

Pour sa part, la CGT entend à l'occasion de cette journée placer au coeur du débat de l'élection présidentielle ses dix exigences pour sortir de la crise :

- ▶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700Euros)
- ▶ Contrôler les aides publiques aux entreprises
- ▶ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- ▶ Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- ▶ Stopper les suppressions d'emplois
- ▶ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- ▶ Réformer la fiscalité en profondeur
- ▶ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif
- ▶ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- ▶ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.